



LE SYSTÈME UNIVERSEL DE RETRAITE PAR POINTS EST MAJORITAIREMENT REJETÉ : LE GOUVERNEMENT DOIT LE RETIRER !

Une nouvelle fois, le 29 janvier, des dizaines de milliers (180 000) de manifestants sont venues exprimer dans les rues de Paris leur volonté de retrait du projet de loi sur les retraites de Macron/Philippe et pour que soient entendues leurs exigences d'amélioration du système actuel.

Les Unions Régionales CGT-FO-FSU-Solidaires et les Organisations de jeunesse UNL, UNEF condamnent les violences policières à l'encontre des grévistes, manifestants, et des jeunes lors des blocages des Lycées avec l'intrusion de force de l'ordre dans les établissements scolaires ainsi que la répression administrative. Elles condamnent également toutes les répressions à l'encontre des grévistes.

Malgré les provocations qui ne cessent de s'intensifier, le mouvement ne faiblit pas.

Les Organisations Syndicales et de jeunesse, majoritaires ensemble, soutenues par plus de 60% de la population, poursuivent la mobilisation avec détermination contre l'acharnement du gouvernement à vouloir passer en force, autoritairement, un projet de loi incomplet à l'assemblée nationale et en procédure accélérée : c'est un véritable déni de démocratie !

Depuis quelques jours, de nouvelles voix s'élèvent contre ce projet et viennent renforcer les arguments pour le retrait de cette réforme : après l'avis du conseil d'Etat et la publication de l'étude d'impact présentée au conseil des ministres, éléments supplémentaires discréditant le projet de réforme des retraites et fragilisant davantage l'argumentation gouvernementale, voilà que la totalité des instances consultatives (collège patronal et salarial) des caisses nationales de protection sociale émettent un avis défavorable au texte gouvernemental.

Le 5 février, les URIF CGT-FO-FSU-Solidaires seront avec les organisations de jeunesse pour aider à construire des initiatives locales et diversifiées.

Elles appellent, avec les organisations de jeunesse UNEF, UNL, les salariés et les jeunes à continuer de se réunir en assemblées générales pour décider la grève et faire du jeudi 6 février une nouvelle journée interprofessionnelle de grève à l'occasion du début des travaux de la commission spéciale de l'Assemblée Nationale.

MANIFESTATION RÉGIONALE INTERPROFESSIONNELLE

13H30 – GARE DE L'EST VERS NATION

Montreuil, le 30 janvier 2020